

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



DÉCLARATION D'OUVERTURE À
L'INSTITUT INTERNATIONAL
DES ÉTUDES STRATÉGIQUES
PAR L'HON. ALLAN J. MACÉACHEN,
VICE-PREMIER MINISTRE ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES

CONFÉRENCE A L'OCCASION DU 25^E
ANNIVERSAIRE DE FONDATION DE
L'INSTITUT

OTTAWA,
LE 8 SEPTEMBRE 1983

(TRADUCTION)

VÉRIFIER AU MOMENT DU DISCOURS

Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à Ottawa au nom du Gouvernement du Canada. Nous sommes honorés de voir ici un aussi grand nombre de distinguées personnalités politiques et spécialistes des études stratégiques. Étant donné les liens étroits que votre fondateur, Alastair Buchan, a entretenus avec notre pays, il est tout naturel que vous ayez choisi Ottawa comme site de la rencontre qui marque le vingt-cinquième anniversaire de votre fondation. La façon dont votre Institut a accru son prestige et son influence et élargi son champ d'activités dans les vingt-cinq dernières années témoigne bien de la clairvoyance et des qualités de M. Buchan.

Le thème que vous avez retenu pour la conférence de cette année - la conduite des relations Est-Ouest dans les années 80 - a été porté à l'avant-scène par les événements des sept derniers jours. Nous avons vu à nouveau très concrètement la différence qui existe entre les valeurs soviétiques et occidentales lorsqu'un chasseur soviétique a abattu un avion civil des lignes coréennes. Après une semaine de représentations répétées, nous n'avons encore reçu aucune explication satisfaisante sur les circonstances de la tragédie, et pas même une franche expression de regrets ou de condoléances. Plus tôt cet été, il nous avait semblé que les Soviétiques étaient intéressés à améliorer au moins le climat dans lequel sont menées les relations Est-Ouest. Mais nous avons maintenant une nouvelle preuve de l'obsédante priorité que l'Union soviétique attache à sa sécurité militaire, ainsi que de son insensibilité notoire aux préoccupations légitimes des autres nations. Je suis sidéré de ce que le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique ait pu utiliser la Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe pour exprimer à nouveau, dans les termes les plus rigides, la totale insouciance de son pays pour la valeur de la vie humaine lorsqu'il s'agit de préserver ce que l'Union soviétique considère être ses intérêts nationaux.

Cette semaine sera donc une occasion appropriée pour analyser, comme le fait votre Premier comité, l'équilibre de la puissance militaire entre l'Est et l'Ouest. Au sein de l'OTAN, nous avons été préoccupés par les actions de l'Union soviétique et par l'accroissement de sa capacité militaire. Nous avons convenu de la nécessité de renforcer les forces classiques de l'Alliance. Pour sa part, mon gouvernement a accru ses dépenses d'immobilisations destinées aux Forces canadiennes. Ainsi, nous dotons de chasseurs CF-18 nos forces stationnées au Canada et en Europe, et nous venons de commander six nouvelles frégates. Nous nous sommes joints à nos Alliés en juin pour

réaffirmer la décision "à deux volets" selon laquelle l'OTAN commencera, à la fin de cette année, le déploiement de nouveaux missiles nucléaires de portée intermédiaire pour contrer les missiles SS-20 soviétiques si des résultats concrets ne peuvent être obtenus lors des négociations de Genève. À titre de contribution à la capacité de dissuasion de l'OTAN, notre gouvernement a accepté que soit mis à l'essai au Canada le missile de croisière américain lancé depuis les airs.

Les gouvernements de l'OTAN ont conclu, devant le renforcement constant des forces armées soviétiques, qu'ils doivent renforcer leurs propres capacités de défense. Mais nous sommes par ailleurs convaincus que tous les pays - de l'Est comme de l'Ouest - pourraient voir leur sécurité mieux servie par des accords de contrôle des armements équilibrés, vérifiables et négociés à des niveaux d'armements moindres, que par une course incontrôlée à l'armement. L'incident de la semaine dernière a modifié la situation et a eu pour effet d'accroître les tensions dans nos populations. Mais il ne modifie pas notre conclusion touchant notre sécurité et la nécessité de réduire les niveaux d'armements. Nous avons entamé des négociations sur le désarmement et le contrôle des armements parce que nous croyons qu'ils sont dans notre intérêt, et non pour plaire à l'Union soviétique. Toutefois, le récent comportement des Soviétiques nuira sans aucun doute au climat dans lequel se dérouleront les pourparlers. La confiance du public dans le désir des Soviétiques de respecter les règles du droit ou les accords internationaux et d'user de leurs capacités militaires avec circonspection a été fortement ébranlée. Mais nous, de l'Occident, n'en devons pas moins, malgré ces événements, poursuivre les négociations que nous avons entreprises.

Au sommet de Williamsburg, les dirigeants des sept grandes nations industrialisées se sont engagés à consacrer toute leur volonté à réduire la menace de la guerre. Les négociations les plus critiques en matière de contrôle des armements sont menées directement entre les États-Unis et l'Union soviétique: il s'agit des Entretiens sur la réduction des armes stratégiques et des Pourparlers de Genève sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI). Surtout dans le cas des pourparlers FNI, les États-Unis ont étroitement consulté leurs Alliés pour la formulation de leur position et la conduite des négociations. De plus, il existe d'autres négociations qui mettent directement en cause un groupe plus large de nations. Dans ces discussions, le Canada attache une importance toute particulière à la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais, d'une convention sur les armes chimiques et d'un traité interdisant l'utilisation de toute arme dans l'espace extra-atmosphérique; enfin et

surtout, il s'attache à empêcher la prolifération des armes nucléaires par l'application d'un régime plus efficace de non-prolifération. Dans tous ces domaines, nous sommes déterminés à promouvoir encore plus vigoureusement les initiatives novatrices en matière de désarmement et de contrôle des armements.

Dans son discours d'acceptation du prix Nobel de la paix en 1957 - alors que votre institut était en voie de formation -, le regretté Lester B. Pearson indiquait que l'ère nucléaire impose aux nations de faire un choix entre la paix et l'extinction. Les terribles instruments de destruction auxquels il faisait allusion ont été remplacés par de nouvelles armes encore plus meurtrières. La politique de dissuasion que l'OTAN applique depuis 35 ans a contribué à maintenir la paix entre l'Est et l'Ouest. Nous devons maintenir une capacité de dissuasion efficace, tant au plan des armes classiques que nucléaires. Mais nous devons en outre dépasser ce stade pour atteindre l'objectif fixé à Williamsburg - concrétiser notre vision d'un monde où l'ombre de la guerre aura disparu pour toute l'humanité.

Nous demandons à l'Union soviétique de prendre un engagement similaire envers la paix. L'outrage universel qu'a provoqué l'affaire de l'avion coréen devrait lui avoir prouvé que, pour gagner le respect international, elle doit agir avec humanité et respecter comme il se doit la règle de droit.

Je suis confiant que vos discussions aideront à clarifier les questions complexes qui entrent en jeu dans la conduite des relations Est-Ouest et qui sont si importantes pour l'avenir de nous tous et de toute l'humanité. Je suis maintenant heureux de déclarer cette conférence ouverte et de vous souhaiter des débats fructueux.